

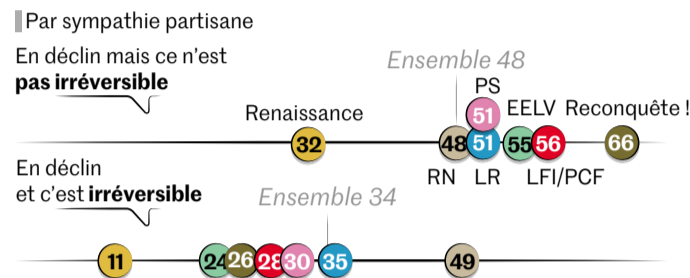
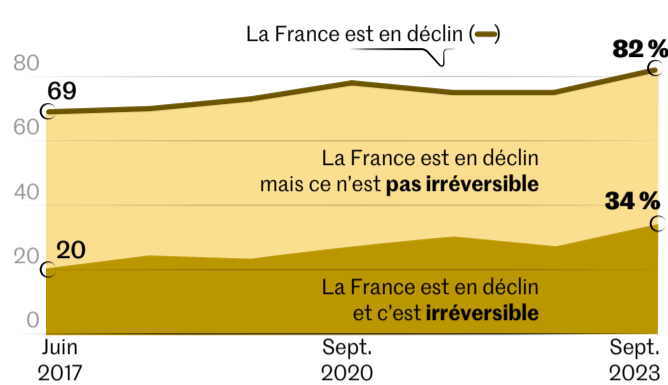
## FRACTURES FRANÇAISES 2023

**Préoccupations** Parmi les enjeux suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus à titre personnel ? Ensemble des sondés, en %

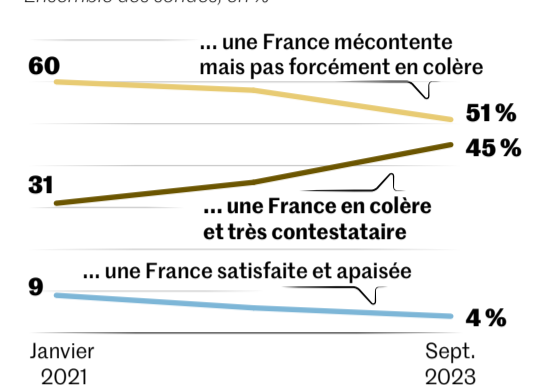


Source : sondage Fractures françaises, 2023, 11<sup>e</sup> édition  
Infographie Le Monde

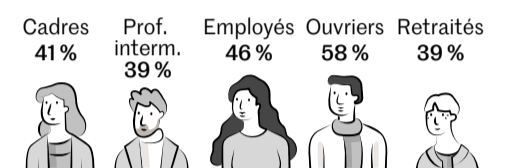
**Situation de la France** Pensez-vous que la France est en déclin ou que la France n'est pas en déclin ? Ensemble des sondés, en % et par sympathie partisane



**Sentiment dominant** De quelle position vous sentez-vous personnellement le plus proche ? ... Ensemble des sondés, en %



Une France en colère et très contestataire, par catégorie socioprofessionnelle



## La onzième enquête annuelle «Fractures françaises»

Il y a onze ans, Ipsos-Sopra Steria lançait avec *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof une grande enquête nationale, chaque année reconduite. Pour cette onzième édition, l'Institut Montaigne s'est joint à ce partenariat. Nommée «Fractures françaises», cette étude est née de l'intuition que, au tournant des années 2010-2011, quelque chose craquait dans notre pays : une polarisation croissante des opinions, un rejet de l'autre de plus en plus manifeste, une critique de la démocratie de plus en plus explicite et inquiétante. Il fallait le vérifier et se doter d'un dispositif permettant de balayer les perceptions, attentes, peurs et espoirs de la société française. Très vite, «Fractures françaises» s'est imposé comme un outil de référence en matière d'analyse de l'opinion et de ses évolutions. Cette onzième édition repose sur un échantillon national de 1500 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, interrogées du 15 au 18 septembre, selon la méthode des quotas.

# Colère et déclinisme : une France à l'humeur sombre

La onzième vague de l'étude «Fractures françaises», réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour «Le Monde», la Fondation Jean Jaurès, le Cevipof et l'Institut Montaigne, révèle une montée du pessimisme dans l'ensemble de la population

En 1897, Anatole France mettait en scène un dialogue fameux entre un républicain et un abbé que l'on rangerait aujourd'hui parmi les déclinistes. «*Je soupçonne les hommes d'avoir, de tout temps, beaucoup exagéré les nécessités du gouvernement et les bienfaits d'un pouvoir fort*», fait-il dire au héros, dans *L'Orme du mail*, pour défendre le régime démocratique en cette fin de siècle où bout le nationalisme. En 2023, le sentiment de déclin et l'attrait pour «*un pouvoir fort*» imprègnent une France marquée par le retour historique de l'inflation, où l'extrême droite, institutionnalisée, exerce toujours davantage sa force d'attraction.

La onzième vague de l'étude «Fractures françaises», réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et l'Institut Montaigne, offre le tableau préoccupant d'une société à l'hu-

**UN TIERS DES FRANÇAIS PENSENT QUE LE DÉCLIN EST IRRÉVERSIBLE, UNE PROPORTION JAMAIS ÉGALÉE DEPUIS LE DÉBUT DES ENQUÊTES «FRACTURES FRANÇAISES» EN 2013**

meur sombre. Jamais, depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, autant de Français interrogés n'ont considéré que le pays était en déclin (82 %) – un bond de 7 points en un an. Ce pessimisme, loin d'être nouveau, rejoint un niveau comparable à celui de la fin du quinquennat de François Hollande (86 %), en 2016. Plus inédit est le fait qu'un tiers des Français pensent désormais que le déclin est irréversible, une proportion jamais égalée depuis le début des enquêtes «Fractures françaises». Le noyau dur de déclinistes se compose d'un électeur sur deux de Marine Le Pen, mais inclut aussi des catégories qui, jusqu'ici, restaient plutôt optimistes : cadres (35 %), retraités (29 %).

### «C'ÉTAIT MIEUX AVANT»

De même, la nostalgie reste forte dans un pays où fleurissent des débats sur l'uniforme scolaire ou le septennat présidentiel. Trois quarts des Français disent s'inspirer de plus en plus des «valeurs du passé» et

pensent que «c'était mieux avant». Cette poussée nostalgique est sans lien avec l'âge des interrogés et touche surtout les moins de 35 ans.

L'étude met ainsi à mal l'idée de trois France qui cohabitent – celle de la peur, celle de la colère et celle de l'optimisme –, à l'image de la tripartition de la vie politique. Il ressort plutôt deux sentiments collectifs dominants, colère et mécontentement, alors que seulement 4 % des personnes interrogées trouvent le pays satisfait ou apaisé. Si la France mécontente reste majoritaire (51 %), le sentiment de vivre dans une France en colère et contestataire progresse, lui, très fortement, quelques mois après la réforme des retraites et l'explosion de violences urbaines (de 31 % en 2021 à 45 % aujourd'hui). Cette colère monte dans tous les électorsats et dans toutes les tranches d'âge, n'épargnant aucune catégorie socioprofessionnelle (58 % des ouvriers, 46 % des employés, 39 % des retraités, 41 % des cadres).

## Le Rassemblement national jugé de plus en plus crédible

Le parti, toujours perçu comme «d'extrême droite», bénéficie d'une force d'attraction croissante

Il ne se remue pas et pourtant il chemine. Comment empêcher d'avancer quelqu'un qui ne fait aucun pas ? La formule de Louis XVIII à l'encontre du futur Louis-Philippe résonne aujourd'hui lorsque l'on analyse la situation du Rassemblement national (RN) à la lumière de la onzième vague des «Fractures françaises» : le RN ne se remue guère, mais il avance beaucoup.

Contrairement à ce que les responsables du parti défendent, l'étiquette historiquement accolée à ce parti n'a pas complètement changé. Même si ce score est en recul de 12 points par rapport à 2015, 66 % des Français répondent encore aujourd'hui que le RN est «un parti d'extrême droite» – et ce chiffre monte à 85 % chez les sympathisants de La France insoumise (LFI) et de Renaissance.

Pourtant, si l'étiquette demeure, son contenu est, en partie au moins, neutralisé. La perception de la «dangerosité» du RN diminue. Tel est le cas de manière absolue : il n'y a plus qu'à peine un Français sur deux (52 %) pour qualifier le RN de «parti dangereux pour la démocratie» (-9 points par rapport à 2020). De manière symptomatique, près de 30 % des Français qui estiment que le RN est un parti d'extrême droite répondent aussi qu'il n'est pas dangereux pour la démocratie.

Le plus décisif, cependant, tient au renversement, en l'espace de à peine trois ans, de la «figure du mal». Car la dangerosité relative du RN a reculé. Hier, LFI recueillait 10 points de moins que le RN sur cette question ; aujourd'hui, elle en recueille 5 de plus. Ce renversement revêt une importance con-

sidérable, mais ces résultats ne font qu'amplifier ceux de 2022.

Parmi les éléments marquants, on trouve la force d'attraction du RN qui augmente. L'image de proximité, citée comme positive, s'est encore renforcée : 40 % des Français jugent la formation lepéniste «proche de leurs préoccupations» – le RN devance sur ce point tous les autres partis.

### Dynamique de l'image

Mais le fait plus nouveau se trouve dans les résultats combinés du couple «crédibilité-désirabilité». Le RN est-il crédible – ce qui renvoie à sa capacité à gouverner le pays ? Les Français répondent «oui» à 44 % pour le parti, qui arrive en deuxième position, 16 points devant LFI et même 2 points devant Renaissance. La désirabilité, elle, est mesurée par le souhait de vivre dans «la société

que prône globalement ce parti» : 36 % des Français répondent «oui» pour le RN, devant tous les autres partis également. Sur cette question, le retournement avec Europe Écologie-Les Verts (EELV) est frappant : en 2020, EELV était le parti le plus désirable, 17 points devant le RN ; il se situe aujourd'hui 2 points derrière...

Cette dynamique de l'image du RN tient en l'addition de nombreuses évolutions, mais ce sont les sympathisants du parti Les Républicains (LR) qui ont changé de point de vue de la manière la plus spectaculaire. En l'espace de trois ans à peine, l'image du RN a progressé, chez eux, de plus ou moins 20 points, selon les questions.

Reste à essayer d'en comprendre les raisons. Dans *Les Origines du populisme* (Seuil, 2019), Daniel Cohen et ses coauteurs avaient montré que les ressorts profonds du

vote pour l'extrême droite reposaient sur un «rapport blessé à autrui» – pour schématiser, un mélange de ressentiment et de défiance. À l'aune de ces éléments, on mesure combien le climat général d'opinion est propice à la poursuite de cette dynamique.

Le ressentiment bat son plein, alimenté sans doute par la réforme des retraites et par la poussée de l'inflation. Les Français sont désormais presque nombreux à être en colère (45 %) que mécontents (51 %) – l'écart était de 29 points en 2021. Il y a là une dimension collective : pour les Français, non seulement le pays est en déclin (82 %), mais, surtout, l'idée que ce «déclin est irréversible» (34 %) progresse fortement. Il y a aussi une dimension individuelle. La formule classique «bonheur privé, malheur public» devient moins perti-

nente lorsqu'une minorité (48 %) de Français se déclare «satisfait de la vie qu'ils mènent».

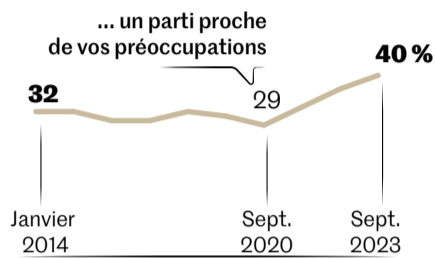
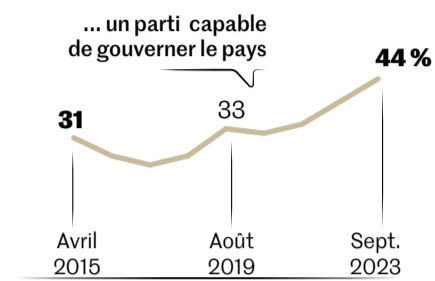
La défiance progresse également, alimentée par l'irruption de la violence pendant les émeutes, la brutalité de la majorité pendant la réforme des retraites et la stratégie de chaos parlementaire de LFI.

On peut se rassurer en se disant que l'échéance est lointaine ou que les Français sont sages. Peut-être. Mais il vaut mieux regarder la situation en face : l'élection de l'extrême droite à la présidentielle de 2027 est désormais possible, voire plausible. Une mécanique se met en place. Rien n'est inéluctable mais l'enquête «Fractures françaises» de 2023 doit être lue pour ce qu'elle est : une alerte rouge – rouge écarlate. ■

GILLES FINCHELSTEIN  
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION JEAN JAURÈS)

**Rapport à l'extrême droite**

Diriez-vous que le Rassemblement national est... Ensemble des sondés, en % des réponses positives



L'inflation pèse sur le moral des Français : le pouvoir d'achat reste la préoccupation qui supprime toutes les autres (46 %) et traverse tous les électors, très loin devant le chômage, la menace terroriste, l'avenir de l'école ou la dette publique. Ces difficultés ne minent pas la demande de redistribution, davantage de personnes interrogées jugeant qu'il n'y a pas assez de solidarité envers ceux qui en ont besoin (44 %) et modérant leur critique de l'« assistanat », qui reste cependant élevée (56 %).

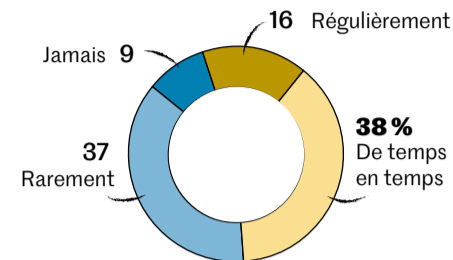
**DÉSAMOUR À L'ÉGARD DE LA DÉMOCRATIE**

L'anxiété climatique gagne quant à elle du terrain, y compris à droite. Les électeurs d'Emmanuel Macron et d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), ainsi qu'un tiers de ceux du parti Les Républicains, citent la protection de l'environnement comme première préoccupation. Si six Français sur dix ont conscience que le changement climatique est dû à l'activité humaine, le climatocéphisme s'étend, tout en restant circonscrit. Une large majorité des personnes interrogées considère qu'il faut changer les modes de vie et les modes de production, plutôt que de compter sur le progrès technique. Les Français attendent d'ailleurs du gouvernement qu'il prenne « des mesures rapides et énergiques » face à l'urgence climatique, même si cela implique de modifier en profondeur les modes de vie (67 %) ou de faire des sacrifices financiers (47 %). Quand le choix du partage de l'effort leur est donné, deux tiers considèrent toutefois que c'est d'abord aux entreprises ou à l'Etat de réaliser ces efforts.

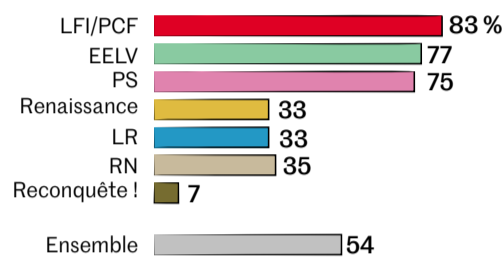
L'électorat de l'extrême droite fait figure d'exception, avec seulement un électeur sur six du Rassemblement national (RN) préoccupé par l'environnement. Ces Français – les

**Rapport aux forces de l'ordre**

Vous, personnellement, avez-vous le sentiment qu'en France les policiers font preuve d'un usage excessif de la violence ? Ensemble des sondés, en %



Les policiers font régulièrement ou de temps en temps un usage excessif de la force, en %



**L'IDÉE QU'IL FAUT À LA FRANCE UN POUVOIR AUTORITAIRE RESTE FORTE, À TRAVERS « UN VRAI CHEF POUR REMETTRE DE L'ORDRE » (82 %)**

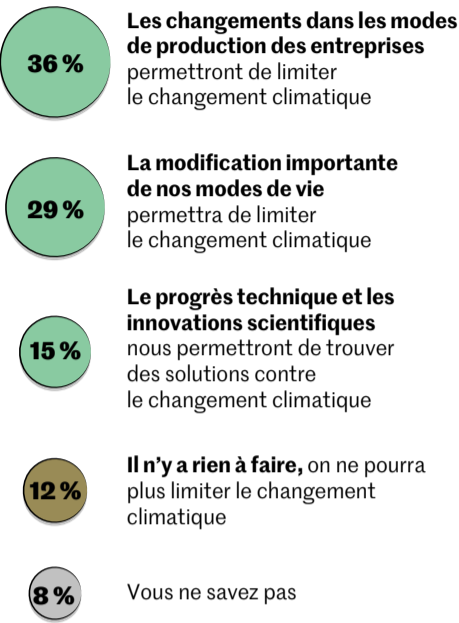
plus rétifs à changer de mode de vie – ont pour première préoccupation le niveau de l'immigration, devant le pouvoir d'achat et la délinquance, confirmant la prédominance de l'inquiétude identitaire.

Malgré ce décalage – c'est l'un des enseignements de la vague 2023 –, l'extrême droite séduit de plus en plus. Deux tiers des Français (et près de la moitié des électeurs du RN) considèrent toujours que le Rassemblement national est un « parti d'extrême droite ». Mais, année après année, ils sont de moins en moins nombreux à le penser (- 4 points en un an). Surtout, l'obstacle de la compétence se fissure. Si la majorité des Français continue de penser que Marine Le Pen n'est pas capable de gouverner le pays, ils sont de plus en plus nombreux à juger qu'elle le pourrait (44 %, + 5 points en un an), quatre ans avant la présidentielle de 2027. Depuis qu'Emmanuel Macron exerce le pouvoir, le bond est spectaculaire (+ 19 points).

Comme l'an dernier, La France insoumise est vue comme un « parti d'extrême gauche » par deux tiers des Français, dangereux pour la démocratie (57 %) et qui attise la violence (60 %). Un résultat qui confirme l'image repoussoir du parti de Jean-Luc Mélenchon,

**Rapport au changement climatique**

De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ? Ensemble des sondés



jugé, cette année encore, plus dangereux que la formation fondée par Jean-Marie Le Pen.

Facteur de repli et du vote national-populiste, la défiance ne recule pas : trois Français sur quatre estiment qu'on n'est « jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ». Le système politique national suscite toujours la méfiance : les Français pensent en majorité que les politiques sont corrompus et n'accordent qu'une faible confiance aux partis (17 %) ou au président de la République (34 %). Le plus frappant est l'image de l'Assemblée nationale en majorité relative : en un an, la confiance dans les députés s'est effondrée (29 %, - 7 points).

Parmi les exceptions : la confiance dans l'Union européenne atteint l'un de ses plus hauts niveaux historiques (43 %), à quelques mois d'une nouvelle élection européenne, en juin 2024 (+ 7 points depuis le scrutin de 2019). Les syndicats recueillent eux aussi la confiance des Français après la bataille pour les retraites (40 %, + 12 points depuis 2019). Quant à la confiance dans les médias, abîmée après la crise des « gilets jaunes », elle remonte (33 %), loin devant les réseaux sociaux.

Dans une société vécue comme violente, l'idée qu'il faut à la France un pouvoir autoritaire reste forte, à travers « un vrai chef pour remettre de l'ordre » (82 %). Cette demande, qui culminait sous le quinquennat Hollande, bondit désormais chez les électeurs de gauche (+ 15 points à EELV, + 10 points au Parti socialiste en un an). Surtout, plus d'un tiers des Français pensent que d'autres régimes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie. Ce désamour à l'égard du régime démocratique est, de loin, le plus fort parmi ceux qui votent pour Marine Le Pen ou Eric Zemmour. Mais il a progressé partout, bondissant de 11 points en moins d'une décennie. ■

IVANNE TRIPPENBACH

**Un regard négatif sur l'Assemblée nationale**

L'avis des Français sur le fonctionnement du Parlement s'est dégradé depuis les législatives

Depuis que le chef de l'Etat a annoncé vouloir réviser la Constitution pour faciliter le recours au référendum et tenir compte des « aspirations démocratiques » des Français, la question de la satisfaction vis-à-vis de la démocratie représentative est de nouveau posée. Cela suffira-t-il à restaurer la confiance entre les citoyens et leurs représentants, ainsi que la légitimité de leurs institutions ? La onzième enquête de « Fractures françaises » rapporte que 65 % des personnes interrogées jugent irremplaçable le régime démocratique. Pour autant, 69 % jugent qu'il fonctionne mal, estimant que leurs idées y sont mal représentées.

Le débat de la mal-représentation n'est pas nouveau, mais il a pris une tournure conflictuelle permanente depuis les élections législatives de 2022. L'Assemblée nationale est devenue le théâtre d'un conflit organisé, certains allant même jusqu'à qualifier de « bordélisation » le spectacle parlementaire. De fait, aux yeux des Français interrogés dans notre enquête, le fonctionnement du Parlement se dégrade fortement. Ils sont désormais 43 % (contre 31 % en 2022) à considérer que la démocratie fonctionne moins bien en présence d'une majorité relative, 10 % à penser le contraire et, enfin, 47 % sans avis tranché.

Sans surprise, une ligne de fracture oppose les gagnants aux perdants de ce nouvel équilibre des partis d'opposition. Par exemple, les sympathisants de La France insoumise (LFI) et d'Europe Ecologie-Les Verts sont les premiers à considérer que le système fonctionne mieux ainsi, puisqu'ils ont gagné en visibilité dans cette législature, alors que les partisans du parti Les Républicains (LR) affichent le plus fort rejet.

Si les Français n'apprécient guère cette majorité relative à l'Assemblée, c'est notamment parce que la culture de gouvernement de coalition est absente de notre histoire politique récente. Le fait majoritaire, continu depuis 1988, a considérablement réduit la recherche du compromis. Et ce n'est pas l'usage passé et à venir de l'article 49.3 de la Constitution – permettant de faire adopter un texte

sans vote – qui apaisera les tensions. Si compromis ne signifie pas nécessairement renoncement, l'épreuve de la réforme des retraites conduit aujourd'hui 60 % des Français interrogés à considérer que l'exécutif ne fait pas assez de concessions aux opposants (+ 5 points en un an).

Une autre explication tient à la vision qu'ont les Français du comportement des partis d'opposition au Palais-Bourbon. Là encore, le bilan est sévère, puisque aucun parti ne suscite l'adhésion. Avec 37 % d'approbation de son rôle d'opposant, le Rassemblement national (RN) tire son épingle du jeu (+ 2 points par rapport à 2022). A l'inverse, LR (28 % d'approbation, contre 35 % en 2022) et LFI (23 % d'approbation) pâtissent d'une mauvaise image. Pour un Français sur deux, les « insoumis » jouent une partition trop radicale.

**Sentiment ambivalent**

Côté LR, c'est l'inverse : considérés comme « pas assez radicaux », les élus de droite sont critiqués sur leur positionnement. Encore plus intéressant est le regard ambigu porté par les Français sur le RN, qui jouit à la fois d'une image d'opposition radicale (36 %) et équilibrée (31 %). La stratégie d'institutionnalisation du parti, par une attitude sans coups d'éclat, commence à porter ses fruits dans l'opinion.

Le sentiment ambivalent des Français vis-à-vis de cette majorité relative remet en question les vertus supposées qu'un mode de scrutin proportionnel pourrait introduire en matière de représentation et de légitimité institutionnelle. Après quinze mois d'exercice du pouvoir législatif sans majorité absolue, les Français manifestent une forme de désaffection pour la majorité relative (59 % y sont favorables, contre 70 % en 2022). De là à considérer que la représentation à l'Assemblée ne convainc pas les Français, il n'y a qu'un pas, que 38 % des personnes interrogées (+ 16 points) ont franchi en souhaitant l'organisation de nouvelles législatives. Mais, là encore, la dissolution risque fort de ne pas régler le sentiment de mal-représentation des Français. ■

MARTIAL FOUCAULT (DIRECTEUR DU CEVIPOF)

**Malgré les contraintes budgétaires, la critique de l'« assistanat » baisse**

Si la réduction de la dette préoccupe peu les Français, un véritable clivage politique demeure quant à la façon de réduire cette dernière

Maîtriser la dépense pour investir dans l'avenir. Le titre du projet de loi de finances pour 2024 – prochainement débattu à l'Assemblée nationale – ne pouvait pas mieux illustrer l'un des nombreux paradoxes qui nourrit l'opinion. Si les Français sont peu préoccupés (voire peu intéressés) par le sujet de la dette publique, ils demeurent toujours politiquement clivés sur les affectations budgétaires.

Tel est l'un des enseignements de la onzième vague de l'enquête annuelle « Fractures françaises », réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean-Jaurès, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et l'Institut Montaigne.

Exclu du podium des principales préoccupations des Français, le niveau de la dette et des déficits

n'émeut qu'à peine 8 % des sondés, loin derrière les difficultés de pouvoir d'achat ou encore la protection de l'environnement. Près d'un Français sur trois (32 %) estime même que la réduction de l'endettement et des déficits publics n'est pas prioritaire.

Les arbitrages qui en découlent concernent pourtant l'ensemble de la population, comme la réforme des retraites ou la récente réforme de l'assurance-chômage. Les Français semblent ainsi soucieux de la répercussion des contraintes budgétaires sur le modèle social du pays.

Pour preuve : ils sont moins nombreux qu'auparavant à estimer que « les chômeurs pourraient retrouver du travail s'ils le voulaient vraiment ». Ils sont 65 % à le penser en 2023 (soit 2 points de moins qu'en 2022), une première baisse depuis six

ans. De même, le sentiment plus large qu'« il y a trop d'assistanat en France » atteint un niveau historiquement bas : 56 % des Français partagent cette opinion, contre 63 % en 2022.

**Préoccupations sociales**

A l'inverse, près de 44 % des sondés estiment désormais qu'il n'y a pas assez de solidarité envers les gens qui en ont besoin, soit le plus haut niveau depuis près de dix ans. Données précieuses à l'heure où les débats parlementaires s'intensifient sur le projet de loi « plein-emploi » et sa mesure visant à « accompagner » les allocataires du revenu de solidarité active à travers de quinze à vingt heures hebdomadaires d'activité.

Si les préoccupations sociales semblent davantage émergées, eu égard sans doute au contexte

inflationniste –, un clivage politique demeure s'agissant des moyens budgétaires engagés pour réduire la dette. Si les électeurs de gauche préconisent une hausse de la fiscalité sur les entreprises – respectivement 43 % des électeurs de La France insoumise (LFI) et du Parti commu-

**AU-DELÀ DES POSTURES DOGMATIQUES BIEN ANCRÉES, UNE QUESTION DEMEURE : QUI PORTERA LE COÛT DES PROCHAINS DÉFIS ?**

niste (PCF), 54 % de ceux d'Europe Ecologie-Les Verts et 55 % du Parti socialiste (PS) contre 34 % pour l'ensemble des sondés –, les partisans du parti Les Républicains (LR, 41 %) ou de Reconquête! (54 %) privilégient la réduction des dépenses publiques.

L'idéologie politique se manifeste également dans des postures économiques hétérogènes. L'adhésion à la « théorie du ruisellement » est en hausse significative chez les électeurs du parti présidentiel (66 %), des LR (65 %), de Reconquête! (64 %) et du Rassemblement national (51 %, en augmentation de 11 points par rapport à 2022).

A contrario, la nécessité d'une fiscalité ciblée sur les plus riches pour promouvoir plus de justice sociale est plébiscitée par les sympathisants de LFI et du PCF (84 %), des écologistes (79 %) et du PS

(78 %), contre 57 % en moyenne pour l'ensemble de l'électorat.

Au-delà des postures dogmatiques bien ancrées, une question demeure : qui portera le coût des prochains défis ? Alors que six Français sur dix associent le réchauffement climatique à l'activité humaine, près de 70 % d'entre eux estiment qu'ils n'ont pas à faire d'efforts, contrairement aux entreprises ou à l'Etat. Alors que les contraintes budgétaires sont appelées à s'accroître au rythme des défis environnementaux et démographiques, des choix économiques et sociétaux impacteront directement les classes populaire et moyenne. Sans stratégie nationale ni consentement social, la vraie fracture sera là. ■

LISA THOMAS-DARBOIS (DIRECTRICE ADJOINTE DES ÉTUDES FRANCE À L'INSTITUT MONTAIGNE)